

Analyse de la relation entre les investissements directs étrangers et les dépenses fiscales au Togo

Analysis of the Relationship Between Foreign Direct Investment and Tax Expenditures in Togo

EKPENTE Lémmy

Docteur en sciences économiques, Université de Lomé
Laboratoire Monnaie, Finance et Innovation (LAMOFI) — Centre de Recherche en Économie
Appliquée et Management des Organisations (CREAMO)

Yézidou Ali

Docteur en sciences économiques, Université de Lomé
Laboratoire d'Analyse Économique et de la Prospective (LAEP) — Centre de Recherche en Économie
Appliquée et Management des Organisations (CREAMO)

KEWERIDJAO Lelenhaki

Docteur en sciences économiques, Université de Lomé
Laboratoire d'Analyse Économique et de la Prospective (LAEP) — Centre de Recherche en Économie
Appliquée et Management des Organisations (CREAMO)

AKODA Komla

Docteur en sciences économiques, Université de Lomé
Laboratoire d'Analyse Économique et de la Prospective (LAEP) — Centre de Recherche en Économie
Appliquée et Management des Organisations (CREAMO)

Date de soumission : 29/08/2026

Date d'acceptation : 09/10/2026

Pour citer cet article :

EKPENTE. L. & al. (2026) « Analyse de la relation entre les investissements directs étrangers et les dépenses fiscales au Togo », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 10 » pp : 1056- 1072.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons
Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de cet article est d'identifier les déterminants des flux d'investissements directs étrangers (IDE) au Togo et d'analyser la relation avec les dépenses fiscales à l'aide d'un modèle ARDL. Les résultats mettent en évidence l'existence d'une relation de long terme entre les variables, confirmée par un mécanisme de correction d'erreur significatif et négatif, traduisant un ajustement progressif vers l'équilibre.

À court terme, les IDE sont principalement influencés par des facteurs macroéconomiques tels que l'ouverture commerciale et la stabilité des prix, tandis que les dépenses fiscales présentent un coefficient positif mais non statistiquement significatif. À long terme, les IDE dépendent davantage de facteurs structurels, notamment institutionnels et liés à la gouvernance.

Par ailleurs, la relation entre les IDE et les dépenses fiscales apparaît faible et non significative, ce qui remet en cause l'efficacité des incitations fiscales comme levier principal d'attractivité. En définitive, l'étude souligne que l'attractivité du Togo repose davantage sur la qualité de ses fondamentaux économiques et institutionnels, d'où la nécessité d'une approche intégrée combinant réformes structurelles et politiques fiscales ciblées.

Mots-clés : Mesures attractives, Investissements directs étrangers, Dépenses fiscales, ARDL.

Classification Jel : F21, H25, C22, E62, O55

Abstract

The objective of this article is to identify the determinants of foreign direct investment (FDI) flows to Togo and to examine their relationship with tax expenditures using an ARDL model. The results show that there is a long-term relationship between the variables, confirmed by a significant and negative error correction mechanism, which indicates a gradual adjustment towards equilibrium.

In the short term, FDI is mainly influenced by macroeconomic factors such as trade openness and price stability, while tax expenditures have a positive but statistically insignificant coefficient. In the long term, FDI depends more on structural factors, particularly those related to institutions and governance.

Furthermore, the relationship between FDI and tax expenditures appears to be weak and statistically insignificant, which calls into question the effectiveness of tax incentives as the main tool for attracting foreign investment. Overall, the study highlights that Togo's attractiveness to foreign investors depends more on the quality of its economic and institutional fundamentals. This suggests the need for an integrated approach combining structural reforms with targeted tax policies.

Keywords: Attractiveness measures, Foreign direct investment, Tax expenditures, ARDL.

JEL Classification : F21, H25, C22, E62, O55

Introduction

La croissance économique, entendue comme l'accroissement de la richesse produite par un pays entre deux périodes, repose sur plusieurs déterminants majeurs, parmi lesquels figurent la consommation et l'investissement. À cet égard, l'investissement apparaît comme un facteur clé du développement économique et social, en contribuant à la création de richesses et à l'augmentation de l'emploi. Selon l'analyse keynésienne, l'investissement engendre une hausse plus que proportionnelle de la demande globale, ce qui dynamise l'activité économique.

Dans cette optique, les pays en développement, soucieux de réduire la pauvreté, de créer des emplois et d'améliorer le niveau de vie de leurs populations, font largement appel aux investisseurs étrangers. Cette quête de capitaux internationaux pousse les gouvernements, parfois contraints, à mettre en œuvre des politiques fiscales incitatives afin d'attirer ces investisseurs.

De manière générale, l'instrument fiscal a toujours été utilisé par les États comme un moyen d'orientation et d'influence du comportement des ménages et des entreprises dans le but d'atteindre des objectifs économiques et sociaux. L'efficacité de la fiscalité dans la promotion de l'investissement constitue ainsi un thème de recherche ancien et central. La théorie de l'investissement souligne notamment que les décisions d'investissement des entreprises dépendent de facteurs tels que le coût du capital. Dès lors, des politiques fiscales favorables peuvent encourager l'investissement en réduisant ce coût et en améliorant la rentabilité des projets.

Par ailleurs, la théorie de l'arbitrage met en évidence la tendance des capitaux à se déplacer des pays abondants en capital vers ceux qui en sont moins dotés, à la recherche de rendements plus élevés. Cette approche souligne l'existence d'un lien étroit entre les incitations fiscales et la localisation des investissements directs étrangers. La mondialisation et l'ouverture des marchés ont renforcé la mobilité internationale des capitaux, intensifiant ainsi la concurrence fiscale entre pays développés et pays en développement, ce qui a conduit à l'émergence de la théorie de la concurrence fiscale.

Les incitations fiscales peuvent revêtir diverses formes, telles que la réduction des taux d'imposition, les exonérations fiscales, les crédits d'impôt à l'investissement, l'amortissement accéléré ou encore le report des déficits fiscaux. Toutefois, ces avantages entraînent une diminution des recettes fiscales de l'État. Ces pertes de recettes, assimilées à des dépenses fiscales, correspondent à des transferts de ressources publiques résultant d'un allègement des

obligations fiscales par rapport à un régime de référence, plutôt qu'à une dépense budgétaire directe (OCDE, 2010).

Au Togo, les dépenses fiscales ont évolué de manière contrastée, passant de 352,5 milliards de FCFA en 2020 à 164,1 milliards en 2025. Toutefois, cette évolution globale ne traduit pas une diminution continue, puisqu'entre 2021 et 2024, une tendance à la hausse des dépenses fiscales a été observée. Parallèlement, les investissements directs étrangers ont connu une amélioration notable sur la même période, passant d'un niveau négatif de 35,4 milliards de FCFA à 20,1 milliards en 2023 (BM, 2025 ; MEF, 2025).

Le constat général qui se dégage met en évidence un contraste marqué entre l'évolution des dépenses fiscales et celle des investissements mobilisés au Togo. En dépit des incitations fiscales mises en place, le pays peine à attirer et à tirer pleinement profit des investissements directs étrangers (IDE).

Dans ce contexte, la problématique centrale peut être formulée comme suit : quelle est la relation entre les investissements directs étrangers et les dépenses fiscales au Togo ?

Cette interrogation principale se décline en plusieurs questions spécifiques : quels sont les déterminants des flux d'IDE au Togo ? Quelle est la nature de l'interaction entre les IDE et les dépenses fiscales dans le pays.

1. Revue de la littérature

Dans un contexte de mondialisation caractérisé par une intensification de la mobilité internationale des capitaux, l'attraction des investissements directs étrangers (IDE) est devenue une priorité pour de nombreux États. Parmi les instruments mobilisés à cette fin, les dépenses fiscales occupent une place centrale en tant qu'outil de politique économique visant à améliorer l'attractivité territoriale. De ce fait, l'analyse du lien entre les IDE et les dépenses fiscales a fait l'objet de débats dans la littérature économique, avec des conclusions divergentes tant sur le plan théorique qu'empirique.

1.1. Revue théorique : dépenses fiscales et investissements directs étrangers

Les dépenses fiscales désignent les avantages fiscaux accordés par les pouvoirs publics à certaines catégories d'agents ou d'activités, entraînant une diminution des recettes publiques par rapport à un système fiscal de référence (Surrey, 1979 ; FMI, 2007). Assimilées à des subventions indirectes, ces mesures ont pour objectif principal de réduire la charge fiscale supportée par les investisseurs et d'accroître la rentabilité nette des projets d'investissement, notamment ceux réalisés par les firmes multinationales (Kraan, 2004 ; Valenduc, 2004).

Du point de vue de la théorie néoclassique de l'investissement, la fiscalité influence les décisions d'accumulation du capital à travers son effet sur le coût du capital. Une réduction de la pression fiscale, rendue possible par les dépenses fiscales, abaisse ce coût et incite les entreprises à investir davantage (Jorgenson, 1963). Appliquée aux IDE, cette approche suggère que les incitations fiscales constituent un facteur déterminant dans l'arbitrage des entreprises multinationales entre différentes localisations potentielles.

Cette logique est renforcée par la théorie de l'arbitrage du capital, selon laquelle les flux de capitaux internationaux s'orientent vers les économies offrant les rendements les plus élevés, compte tenu du niveau de risque (Yelpaala, 1985). Dans ce cadre, les dépenses fiscales améliorent le rendement après impôt des investissements réalisés dans le pays d'accueil et contribuent ainsi à attirer les capitaux étrangers. Les investisseurs internationaux comparent les régimes fiscaux des juridictions concurrentes et privilégient celles proposant les conditions fiscales les plus avantageuses.

Par ailleurs, la généralisation des dépenses fiscales en faveur des IDE s'inscrit dans une dynamique de concurrence fiscale internationale. Selon Wilson et Wildasin (2004), cette concurrence résulte de stratégies fiscales non coopératives mises en œuvre par des États cherchant à capter des bases fiscales mobiles, en particulier le capital international. Guziejewska et al. (2014) soulignent que cette rivalité conduit les gouvernements à multiplier les incitations fiscales afin de renforcer leur attractivité, parfois au détriment de leurs recettes publiques. Dans cette perspective, Van Parys (2012) considère la concurrence fiscale comme l'un des principaux moteurs du recours aux dépenses fiscales pour attirer les IDE, notamment dans les pays en développement.

Le paradigme éclectique de Dunning (1988), connu sous le nom de modèle OLI, offre une approche intégrée des déterminants des IDE. Selon ce modèle, une entreprise multinationale s'engage dans un investissement direct étranger lorsque trois types d'avantages sont réunis : les avantages spécifiques à la firme (Ownership), les avantages liés au pays d'accueil (Location) et les avantages liés à l'internalisation des activités (Internalization). Dans ce cadre analytique, les dépenses fiscales sont assimilées à des avantages de localisation, dans la mesure où elles réduisent la pression fiscale et renforcent la compétitivité fiscale du territoire d'accueil (Tavares-Lehmann et al., 2012). Toutefois, Dunning souligne que ces incitations ne sauraient, à elles seules, compenser des insuffisances structurelles telles que l'instabilité institutionnelle, la faiblesse des infrastructures ou l'étroitesse du marché.

Dans le même ordre d'idées, les auteurs comme (James, 2019 ; De Mooij et Ederveen, 2008 ; Dunning, 2015 ; UNCTAD, 2022) ont montré dans leurs analyses les effets positifs potentiels des dépenses fiscales sur l'attraction des investissements directs étrangers. Selon l'approche de l'attractivité fiscale soutenue par certains auteurs (James, 2025 ; Oyerogba et al., 2024 ; De Mooij et Ederveen, 2008 ; Dunning, 2015), les incitations fiscales réduisent le coût du capital et améliorent la rentabilité après impôt, ce qui incite les firmes multinationales à délocaliser leurs investissements dans les pays offrant des régimes fiscaux avantageux.

En outre, James (2019), UNCTAD (2022) et Appiah-Kubi et al. (2021) soulignent que, dans un contexte de concurrence fiscale internationale accrue, les dépenses fiscales peuvent constituer un instrument stratégique, notamment pour les pays en développement, afin de compenser des faiblesses structurelles et d'attirer des investissements directs à l'étranger (IDE) orientés vers l'exportation. Cependant, cette vision est sujette à controverse.

Par ailleurs, d'autres auteurs (Klemm et Van Parys, 2012 ; IMF, 2021 ; OECD, 2020 ; Beer, Klemm et Matheson, 2023 ; Alade et Elosiuba, 2025 ; Igboyi et Enekwe, 2024 ; Linus et Enekwe, 2024 ; Appiah-Kubi et al., 2021) ont trouvé l'effet inverse dans leurs travaux théoriques. Ils y expliquent que les dépenses fiscales ont des effets négatifs et des limites. Selon ces auteurs, ce sont des facteurs fondamentaux, comme la taille du marché, la stabilité macroéconomique et la qualité des institutions et des infrastructures, qui déterminent avant tout les investissements directs à l'étranger (IDE). La fiscalité a donc un rôle secondaire (Klemm et Van Parys, 2012 ; IMF, 2021). En outre, les dépenses fiscales peuvent entraîner des pertes de recettes publiques importantes, inciter à des comportements opportunistes et accentuer la concurrence fiscale négative entre les États, sans générer d'effets durables sur l'investissement productif (OCDE, 2020 ; Beer, Klemm et Matheson, 2023). Ainsi, la littérature théorique récente converge vers l'idée que les dépenses fiscales peuvent avoir un effet favorable conditionnel sur les IDE, mais qu'elles présentent également des risques importants pour l'efficacité économique et la soutenabilité budgétaire, à moins qu'elles ne soient strictement ciblées et encadrées.

1.2. Revue empirique

Empiriquement, beaucoup se sont penchés sur le sujet, notamment, George et Bariyima (2015) ont évalué l'influence des incitations fiscales sur la décision d'un investisseur d'implanter des IDE au Nigeria, en utilisant une modélisation statique à correction d'erreurs pour déterminer les propriétés chronologiques des incitations fiscales, mesurées par les recettes fiscales annuelles en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) et des IDE. Les résultats ont révélé une

réaction négative des IDE aux incitations fiscales du pays. Olaleye, Riro et Membra (2016) ont étudié l'effet de la réduction de l'impôt sur les sociétés sur les IDE dans les entreprises manufacturières cotées en bourse au Nigéria. Une conception de recherche descriptive a été adoptée pour l'étude. Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire tandis que les statistiques descriptives (fréquence, moyenne et écart type) et inférentielles (corrélation et régression) ont été adoptées pour l'analyse des données. Il a été découvert qu'il existe une forte relation positive entre les incitations à la réduction de l'impôt sur les sociétés. De plus, Amuka et Ezeudeka (2017) ont étudié si les politiques d'incitation fiscale entraînaient un changement significatif dans la structure des flux d'investissement direct vers le secteur non pétrolier. En utilisant une analyse de régression multiples pour le traitement des données, ils ont constaté que les politiques d'incitation fiscale modifient les flux d'IDE vers le secteur non pétrolier.

Nuta et Nuta (2012) ont examiné de manière descriptive l'efficacité des incitations fiscales sur les IDE. Ils ont conclu que les facteurs fiscaux peuvent influencer l'environnement macroéconomique pour attirer les flux d'IDE et décider de la localisation des investissements en dehors de l'entreprise nationale. Dans la même veine, Olaleye (2016) a évalué l'effet des incitations fiscales de l'IDE dans les entreprises nigérianes cotées en bourse. Les incitations à l'allocation du capital, les incitations à la taxe sur la valeur ajoutée, les incitations fiscales sur les plus-values, les incitations aux conventions de double imposition avec pour variable dépendante l'IDE. Les résultats ont révélé que les incitations fiscales ont un positif significatif sur l'investissement direct étranger dans les entreprises nigérianes cotées en bourse.

Obeng (2014) a étudié l'effet de la réduction de l'impôt sur les sociétés sur l'investissement direct sectoriel au Ghana, notamment dans les secteurs minier, manufacturier et de services, en utilisant la technique de cointégration de Johansen. L'étude a révélé que l'impôt sur les sociétés influence les flux d'IDE dans ces secteurs. Barua (2013) a examiné les avantages associés à l'afflux d'IDE pour l'Inde sous la forme de promotion des exportations et de croissance du PIB pour la période 2002-2012. L'analyse des données a été effectuée selon la méthode des MCO. Elle a révélé que l'IDE est un facteur important pour l'augmentation des exportations dans le pays car il a une influence positive sur les exportations.

Sur la base d'une analyse en données de panel pour 40 Pays en développement (PED) durant la période (2000-2015), (Tirhboula et al., 2017) ont conclu que les variables capital-humain, le degré d'ouverture de l'économie, la taille du marché, la croissance économique et les infrastructures constituent les facteurs les plus déterminants dans l'attractivité des IDE. Pour (Vo, 2018), il a tenté d'expliquer les déterminants des IDE au Vietnam en utilisant les données

de panel sur la période 2005-2014. Il trouve que les flux d'IDE vers le Vietnam dépendent de la taille de marché, du risque inflationniste dans le pays d'origine de la FMN et du lien commercial entre le pays d'origine et le pays hôte de l'investissement.

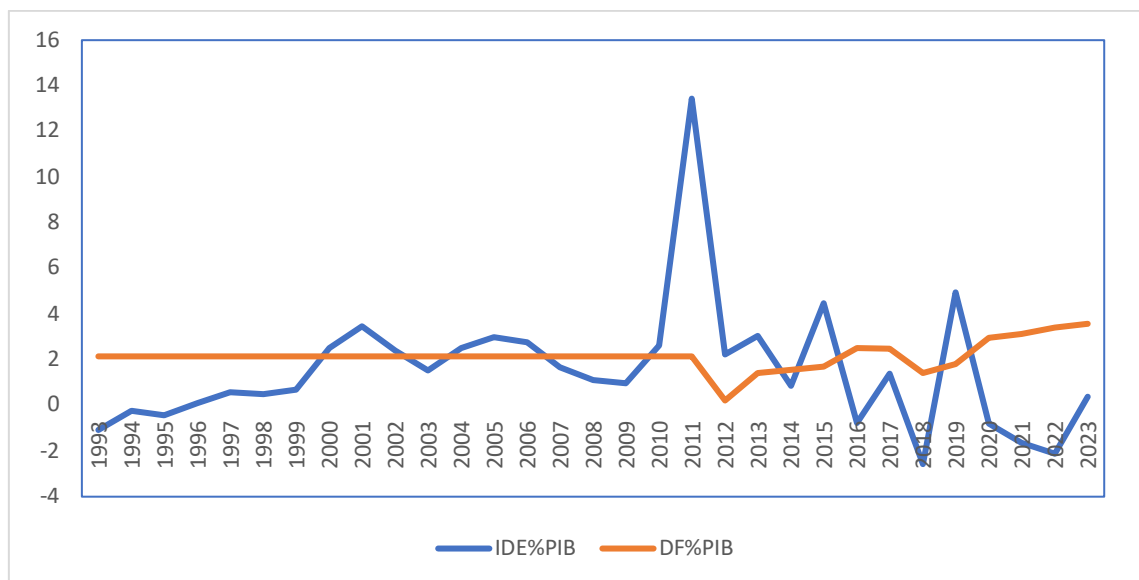
3. METHODOLOGIE

Pour analyser empiriquement l'effet des dépenses fiscales sur les investissements directs étrangers, les auteurs ont mobilisé diverses méthodes économétriques. Certains d'entre eux, ont fait recours au modèle à correction d'erreur (Obeng 2014 ; George et Bariyima, 2015). Par contre Olaleye (2016) a évalué l'effet des incitations fiscales de l'IDE au Nigeria en utilisant les moindres carrés ordinaires. Etant donné que les investissements directs sont réalisés en considérant les dépenses fiscales passées, nous avons jugé dans le cadre de cette recherche utiliser le modèle à retard échelonné. Ce choix nous permet de voir si les investissements directs étrangers sont liés aux incitations gouvernementales passées ou en cours.

3.1. Source des données

Les données utilisées dans le cadre de ce mémoire sont tirées des bases de World Indicator (WDI) de la Banque mondiale et de l'Office togolais des recettes du Togo sur la période 1993 à 2023.

Graphique 1 : Evolution des dépenses fiscales et les IDE en pourcentage du PIB



Source : Auteurs à partir des données du WDI et MEF

L'analyse du graphique met en évidence une évolution contrastée des investissements directs étrangers (IDE) au Togo. En effet, à partir de 2009, une augmentation significative des IDE est observée, en lien avec la reprise de la coopération internationale, culminant en 2011. Toutefois, l'année 2012 est marquée par une chute notable de ces investissements, traduisant concomitamment une contraction des dépenses fiscales. À partir de 2013, ces dernières

amorcent une trajectoire de croissance soutenue et continue. Inversement, sur la même période, les IDE subissent une récession.

3.2. Spécification du modèle

L'objectif de ce papier est d'analyser l'effet des dépenses fiscales sur les investissements directs étrangers. Les dépenses fiscales sont considérées comme étant des incitations fiscales attrayantes aux investisseurs. L'équation du modèle empirique à estimer est spécifiée comme suit :

$$\ln IDE_t = \alpha \ln DFisc_t + \beta \ln OUVCOM_t + \gamma \ln VAIN_t + \delta \ln EFFGOV_t + \Omega INFL + u_t \quad (1)$$

IDE : investissements directs étrangers reçus depuis 1993 à 2023. Données temporelles

DFisc : dépenses fiscales encore appelées les exonérations accordées ou recettes non liquides de l'Etat. Les données s'étendent de 1993 à 2023.

OUVCOM : degré d'ouverture du pays vers l'extérieur. L'extérieur étant perçu comme le reste du monde. Les observations couvrent également la période 1993 à 2023.

VAIN: la valeur ajoutée industrielle. Cette variable permet d'attirer aussi les investisseurs. Elle s'étend de 1993 à 2023.

EFFGOV: Efficacité gouvernementale. Cette variable mesure la stabilité d'un Etat. Un pays stable attire plus d'investisseurs.

INFL: le niveau d'inflation dans le pays.

4 - Présentation et discussion des résultats

Nous allons dans un premier temps présenter les résultats des différents tests statistiques et, dans un deuxième temps, procéder à l'interprétation des résultats obtenus.

4.1 - Stationnarité des séries

Le modèle étant basé sur une régression de séries temporelles, il s'avère indispensable d'effectuer un test de stationnarité des séries. Plusieurs tests aident à vérifier le caractère stationnaire ou non mais optons pour celui du Dickey-Fuller augmenté dont les résultats se présentent dans le tableau ci-dessous comme suit :

Tableau 1: Test de racine unitaire de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) sur les variables

Variables	A niveau		En différence première		Intégration
	ADF _c	ADF _{th}	ADF _c	ADF _{th}	
IDE	-4,64**	-2,98	-	-	I(0)
DFisc	-2,127	-2,98	-6,37**	-2,98	I(1)
OUVCOM	-2,89	-2,98	-7,23**	-2,98	I(1)
VAIN	-1,39	-2,98	-5,714**	-2,98	I(1)
EFFGOV	-0,15	-2,98	-5,38**	-2,98	I(1)
INFL	-4.302	-2,98	-	-	I(0)

Source: Auteur. Note: (***); (**); (*) indiquent respectivement la significativité au seuil de 1, 5, et 10 %. ADF_c: Statistique Calculée; ADF_{th}: Statistique Théorique ou Critique.

Les résultats indiquent que les séries DFisc, OUVCOM, VAIN, et EFFGOV sont intégrées d'ordre 1, alors que les variables IDE et INFL sont stationnaires à niveau.

4.2. Test de cointégration

Les séries sont ainsi intégrées à des ordres différents, ce qui rend inefficace le test de cointégration de Engel et Granger (cas multivarié) et celui de Johansen et rend opportun le test de cointégration aux bornes c'est-à-dire celui de Pesaran (2001).

Il y a deux étapes à suivre pour appliquer le test de cointégration de Pesaran :

- ✓ Déterminer dans un premier temps le décalage optimal avant tout (AIC, SIC) ;
- ✓ Dans un second temps, recourir au test de Fisher pour tester la cointégration entre séries.

4.2.1. Décalage optimal et estimation du modèle ARDL

Nous optons dans le cadre de notre recherche pour le critère AIC car celui permet d'évaluer la bonne adéquation d'un modèle mais permet surtout de comparer plusieurs modèles et de choisir le modèle ARDL le plus optimal. Le test retient le modèle *ARDL (2 0 2 1 2 1)* comme le plus optimal, car il offre la plus petite valeur du AIC.

4.2.2. Test de cointégration de Bounds

Le test de cointégration de Pesaran et al (2001) exige qu'on estime préalablement le modèle ARDL. La statistique du test calculée soit la valeur F de Fisher sera comparée aux valeurs critiques (c'est-à-dire celles qui forment les bornes) comme suit :

Si Fisher > borne supérieure : la Cointégration existe

Si Fisher < borne inférieure : la Cointégration n'existe pas

Si borne supérieure < Fisher < borne inférieure : Pas de conclusion

Tableau 3 : Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001)

Pesaran, Shin, and Smith (2001) bounds test

H0: no level relationship
Case 3

F = 5.317
t = -4.723

Finite sample (5 variables, 29 observations, 7 short-run coefficients)

Kripfganz and Schneider (2020) critical values and approximate p-values

	10%		5%		1%		p-value	
	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)
F	2.607	4.116	3.251	5.027	4.936	7.381	0.007	0.040
t	-2.460	-3.776	-2.871	-4.283	-3.740	-5.363	0.001	0.026

Les résultats du test de cointégration aux bornes confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les séries retenues dans notre étude (la valeur de F-stat est supérieure à celle

de la borne supérieure), ce qui donne la possibilité d'estimer les effets de long terme des variables exogènes retenues sur l'IDE. La première ligne présente les statistiques de Fisher, on constate que 5,31 est supérieure aux bornes supérieures de 5%. De même, la deuxième ligne présente les statistiques de student, on constate que -4,72 est supérieure aux bornes supérieures à tous les seuils en valeurs absolues.

Il convient de préciser que nos données couvrent 31 années allant de 1993 à 2023, mais le nombre d'observations effectivement utilisées est réduit par la présence des retards. Le test de Bounds fait notamment apparaître 29 observations effectives. Le recours à l'approche ARDL demeure justifié par la taille limitée de l'échantillon et par la présence simultanée de variables $I(0)$ et $I(1)$.

4.2.3. Test de causalité de Toda-Yamamoto

C'est une extension du test de Granger pour les séries temporelles non-stationnaires (séries stationnaires d'ordre différent). Ce test consiste à augmenter le modèle de régression avec des retards supplémentaires des variables d'intérêt et à appliquer des tests de significativité pour évaluer la causalité entre ces variables.

Tableau 4 : résultat du test de causalité

Equation	Excluded	chi2	df	Prob > chi2
EQUATION1				
DFPIB	IDEPIB	.8478	1	0.357
DFPIB	VAIPB	4.5518	1	0.033
DFPIB	FBCFPIB	3.2327	1	0.072
DFPIB	INFL	2.6439	1	0.104
DFPIB	ALL	16.287	4	0.003
EQUATION2				
IDEPIB	DFPIB	29.752	1	0.000
IDEPIB	VAIPB	1.4149	1	0.234
IDEPIB	FBCFPIB	.08269	1	0.774
IDEPIB	INFL	.05467	1	0.815
IDEPIB	ALL	45.099	4	0.000

Au seuil de 5 %, le test de Toda-Yamamoto met en évidence une causalité au sens de Granger des dépenses fiscales vers les investissements directs étrangers. Ce résultat indique que les valeurs passées des dépenses fiscales contribuent à expliquer les variations des IDE ; il ne permet toutefois pas, à lui seul, d'établir une causalité structurelle.

Cependant, le recours au modèle SVAR (Structural Vector Autoregression) pourrait également être envisagé. Celui-ci constitue une extension du modèle VAR (Vector Autoregression), dans laquelle des restrictions structurelles sont imposées afin d'identifier les relations contemporaines entre les différentes variables du système. Toutefois, l'analyse de la causalité

bidirectionnelle à travers l'identification et l'analyse des chocs entre les variables ne sera pas abordée dans le cadre de la présente recherche. Elle fera l'objet d'une recherche ultérieure consacrée spécifiquement à l'analyse des interactions dynamiques et des effets des chocs entre les variables considérées.

Tableau 5 : Résultat des estimations

VARIABLES	ADJ	LR	SR
<i>LD.IDEPIB</i>			0.344
<i>D.Indice_GOV</i>			2.189
<i>LD.Indice_GOV</i>			7.532
<i>D.VAINPIB</i>			0.421
<i>D.OUVCOM</i>			0.753**
<i>LD.OUVCOM</i>			0.607*
<i>D.INFL</i>			0.241**
<i>DFPIB</i>		0.247	
<i>Indice_GOV</i>		-5.742**	
<i>VAINPIB</i>		-0.00551	
<i>OUVCOM</i>		0.115	
<i>INFL</i>		-0.112	
<i>L.IDEPIB</i>	-1.653***		
<i>Constant</i>			23.56

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

On constate, le coefficient d'ajustement ou force de rappel est statistiquement significatif. Il est négatif, ce qui garantit un mécanisme de correction d'erreur, et donc l'existence d'une relation de long terme (cointégration) entre variables. Ce résultat est conforme aux travaux de Robert Engle et Clive Granger (1987), qui montrent que la significativité et le signe négatif du terme d'erreur traduisent un mécanisme de retour à l'équilibre de long terme. Par ailleurs, l'ampleur du coefficient indique un ajustement rapide, ce qui suggère que les déséquilibres sont corrigés efficacement, renforçant la stabilité du système économique analysé.

Les tests de Breusch-Godfrey LM et de Breusch-Pagan indiquent respectivement l'absence d'autocorrélation des erreurs et l'absence d'hétéroscédasticité. Ces résultats permettent de conclure que les principales hypothèses relatives aux propriétés des termes d'erreur sont satisfaites. Dès lors, les estimations obtenues peuvent être interprétées avec davantage de confiance.

- **Effet de court terme**

Les résultats montrent qu'à court terme, les dépenses fiscales affectent positivement les IDE mais non significatifs au seuil de 5%. Résultat conforme aux conclusions de Sebastian James (2009), qui souligne que les incitations fiscales n'ont pas toujours un effet immédiat sur les

IDE, notamment dans les pays en développement où d'autres facteurs (infrastructures, institutions) dominent.

Par contre, le degré d'ouverture commerciale et l'inflation sont statistiquement significatifs et affectent positivement les IDE. En effet, une augmentation de 1% d'ouverture commerciale engendre une augmentation des IDE de 0,75 point de pourcentage. Il ressort donc cohérent avec le paradigme éclectique de John Dunning (1988), selon lequel l'attractivité des IDE dépend, entre autres, de l'accessibilité aux marchés. De même, Eduardo Borensztein et al. (1998) montrent que les économies ouvertes attirent davantage d'investissements étrangers grâce à de meilleures opportunités d'exportation et d'intégration aux chaînes de valeur mondiales.

À court terme, l'inflation présente un coefficient positif et statistiquement significatif. Toutes choses égales par ailleurs, une augmentation du taux d'inflation est associée à une augmentation des IDE dans l'échantillon étudié. Ce résultat, qui peut apparaître contre-intuitif au regard de l'hypothèse selon laquelle une plus grande stabilité des prix favorise l'attractivité des investissements, doit être interprété avec prudence. Il pourrait refléter les caractéristiques particulières de l'économie togolaise, la nature des investissements observés ou encore l'influence d'autres facteurs macroéconomiques non captés par le modèle. Ce résultat ne permet donc pas de conclure que l'inflation constitue en elle-même un facteur d'attraction des IDE.

- **Effet de long terme**

Seule l'efficacité gouvernementale est significative à long terme. Elle affecte négativement les IDE, ce qui ressort a priori contre-intuitif. Une bonne gouvernance devrait normalement attirer les IDE en réduisant les risques institutionnels (Daniel Kaufmann et al. (2010). Cependant conforme à la lumière de Nathan Jensen (2003), qui montre que certaines réformes institutionnelles peuvent, à court ou moyen terme, augmenter les contraintes réglementaires, dissuadant certains investisseurs. L'efficacité gouvernementale est ainsi donc un facteur qui pourrait affecter les décisions des investisseurs. Notre pays gagnerait en investisseurs en garantissant une efficacité gouvernementale.

En outre, la non significativité à long terme des autres variables telles que l'ouverture commerciale, l'inflation et les dépenses fiscales rejoint les conclusions de Henri Bourguignon, selon lesquelles les déterminants conjoncturels perdent leur influence dans le temps au profit de facteurs structurels.

Notons de ce que les IDE sont davantage influencés par des facteurs structurels et que le signe négatif de la gouvernance proviendrait soit d'un problème de mesure ou une perception mitigée des réformes institutionnelles ou encore d'un environnement politique spécifique.

Conclusion

Somme toute, en réponse aux questions ci-après, quels sont les déterminants des flux d'IDE au Togo ? Quelle est la nature de l'interaction entre les IDE et les dépenses fiscales dans le pays ? Nous avons fait recours au modèle économétrique ARDL. Le résultat a permis d'identifier les principaux déterminants des flux d'investissements directs étrangers (IDE) au Togo et la nature de leur interaction avec les dépenses fiscales. Il ressort ainsi l'existence d'une relation de long terme entre les variables, confirmée par un mécanisme à correction d'erreur significatif et négatif. Cela traduit une dynamique d'ajustement vers l'équilibre, indiquant que les déséquilibres observés à court terme sont progressivement corrigés.

À court terme, les IDE apparaissent principalement influencés par des facteurs macroéconomiques tels que l'ouverture commerciale et la stabilité des prix. En revanche, les dépenses fiscales, bien qu'ayant un effet positif, ne sont pas statistiquement significatives, ce qui suggère que les incitations fiscales, à elles seules, ne suffisent pas à attirer les investissements étrangers dans l'immédiat. Ce résultat souligne l'importance d'un environnement économique global favorable.

À long terme, les résultats révèlent que les IDE sont davantage déterminés par des facteurs structurels, notamment institutionnels. L'effet négatif de l'efficacité gouvernementale, bien que contre-intuitif, peut s'expliquer par des ajustements liés aux réformes ou par des spécificités du contexte national, mettant en évidence le rôle crucial de la stabilité politique et de la qualité de la gouvernance dans les décisions d'investissement.

En ce qui concerne l'interaction entre les IDE et les dépenses fiscales, les résultats suggèrent une relation faible et non significative, remettant en question l'efficacité des incitations fiscales comme principal levier d'attractivité. Cela implique que les politiques publiques devraient davantage s'orienter vers l'amélioration des fondamentaux économiques, notamment les infrastructures, le climat des affaires et la stabilité macroéconomique.

En définitive, cette étude met en évidence que l'attractivité du Togo pour les IDE repose moins sur les incitations fiscales que sur la solidité de ses fondamentaux économiques et institutionnels. Dès lors, une approche intégrée combinant réformes structurelles et politiques fiscales ciblées apparaît essentielle pour renforcer durablement l'attractivité du pays.

Cette étude comporte toutefois certaines limites qui ouvrent une brèche pour les recherches futures. Notamment, la taille relativement réduite de l'échantillon, liée à la disponibilité des données annuelles sur la période de l'étude, restreint la portée de certaines inférences économétriques. Ensuite l'analyse repose sur des agrégats macroéconomiques et ne permet pas

de distinguer les effets des différents types d'incitations fiscales selon les secteurs, les régimes fiscaux ou les caractéristiques des investisseurs. Donc, en termes de perspective de recherche, il serait intéressant de prendre en compte des données désagrégées au niveau sectoriel ou entreprises dans le but d'identifier de façon précise les mécanismes à travers lesquels les dépenses fiscales influencent les IDE. Tout comme le recours à des données plus longue et méthodes complémentaires permettrait de tester la robustesse des relations mises en évidence en situation du court et long terme ainsi que les mécanismes du lien entre les dépenses fiscales et IDE.

Référence bibliographique

1. Beer, S., Klemm, A., & Matheson, T. (2023). *Tax incentives and economic growth: Evidence from firm-level data*. International Monetary Fund, IMF Working Paper.
2. De Mooij, R. A., & Ederveen, S. (2008). *Corporate tax elasticities: A reader's guide to empirical findings*. Oxford Review of Economic Policy, 24(4), 680–697.
3. Dunning, J. H. (2015). *International business and the eclectic paradigm*. Routledge. (Actualisation contemporaine du paradigme OLI)
4. International Monetary Fund (IMF) (2021). *Corporate taxation in the global economy*. IMF Policy Paper.
5. James, S. (2019). *Effectiveness of tax incentives in attracting investment: Evidence and policy implications*. World Bank Group.
6. Klemm, A., & Van Parys, S. (2012). *Empirical evidence on the effects of tax incentives*. International Tax and Public Finance, 19(3), 393–423.
7. Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) (2020). *Tax incentives for investment: A global perspective*. OECD Publishing.
8. United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) (2022). *World Investment Report 2022: International tax reforms and sustainable investment*. United Nations.
9. Appiah-Kubi, S. N. K., Malec, K., Phiri, J., Maitah, M., Gebeltová, Z., Smutka, L., ... & Sirohi, J. (2021). Impact of tax incentives on foreign direct investment: Evidence from Africa. *Sustainability*, 13(15), 8661.
10. Johnson, L., & Toledano, P. (2022). Investment incentives: A survey of policies and approaches for sustainable investment. *Columbia Center on Sustainable Investment*, October.

11. James, A. M. J. A. M. (2025). Effect of Tax Incentives on Tax Revenue in Nigeria. *Journal of Taxation and Revenue Management*, 3(1).
12. Dorcas, Z. (2023). *The Impact of Tax Incentives on Foreign Direct Investment in the Oil and Gas Sector Of Uganda* (Doctoral dissertation, Institute of Petroleum Studies-Kampala).
13. Oyerogba, E. O., Alamu, J. A., Olugbenro, S. K., & Sangodare, T. O. (2024). Tax Incentives and Foreign Direct Investment: Evidence from the Nigeria Listed Manufacturing Firms. *Journal of Tax Reform*, 10(2), 355-380.
14. Elosiuba, G. E., & Alade, F. O. (2025). Digital Economy and Tax Compliance in Nigeria: A Literature Review. *AAU JOURNAL OF BUSINESS EDUCATORS*, 5(2), 75-84.
15. Linus, I., & Enekwe, I. C. (2024). Effect of tax incentives on foreign investment inflows in nigeria. *Anuk college of private sector accounting journal*, 1(2), 243-249.
16. Appiah-Kubi, S. N. K., Malec, K., Phiri, J., Maitah, M., Gebeltová, Z., Smutka, L., ... & Sirohi, J. (2021). Impact of tax incentives on foreign direct investment: Evidence from Africa. *Sustainability*, 13(15), 8661.
17. Asiedu Elizabeth, E. (2002). Foreign direct investment in Africa: The role of natural resources, market size, government policy, institutions and political instability. *World Development*, 30(1), 107–119.
18. Borensztein Eduardo, E., De Gregorio, J., & Lee, J.-W. (1998). How does foreign direct investment affect economic growth? *Journal of International Economics*, 45(1), 115–135.
19. Dunning John, J. H. (1988). The eclectic paradigm of international production: A restatement and some possible extensions. *Journal of International Business Studies*, 19(1), 1–31.
20. Engle Robert, R. F., & Granger Clive, C. W. J. (1987). Co-integration and error correction: Representation, estimation, and testing. *Econometrica*, 55(2), 251–276.
21. Fischer Stanley, S. (1993). The role of macroeconomic factors in growth. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 485–512.
22. James Sebastian, S. (2009). Tax and non-tax incentives and investments: Evidence and policy implications. *World Bank Working Paper*.
23. Jensen Nathan, N. M. (2003). Democratic governance and multinational corporations: Political regimes and inflows of foreign direct investment. *International Organization*, 57(3), 587–616.

24. Kaufmann Daniel, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2010). The worldwide governance indicators: Methodology and analytical issues. *World Bank Policy Research Working Paper*.
25. Stiglitz Joseph, J. E. (2000). Institutions and the role of the state in economic development. *World Bank Economic Review*, 14(2), 323–340.
26. Banque mondiale (2020). *World Development Report 2020: Trading for Development in the Age of Global Value Chains*. Washington, DC: World Bank